

Entretien avec Heiner Flassbeck, économiste en chef de la CnuCED

« Les vraies questions sont ignorées »

Malgré une crise financière la plus grave depuis des décennies, les pays industrialisés refusent toujours de reconnaître les principaux problèmes. C'est ce qu'a affirmé Heiner Flassbeck, économiste en chef de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CnuCED), dans un entretien accordé à *Global. Or, dans la perspective des pays en développement, il serait urgent d'instaurer des règles globales et contraignantes pour juguler la spéculation sur les monnaies et les matières premières.**



P. Hoßleiter

La crise vous a-t-elle surpris ?

La crise en soi, non, mais sa violence, oui. On savait que le marché immobilier américain s'effondrerait un jour ou l'autre. J'aurais cependant attendu que la

crise se manifeste beaucoup plus fortement sur le marché des devises, via une chute dramatique du dollar. Ce qui m'a étonné, c'est qu'elle se répercute si directement sur le bilan de nos banques.

Quelles sont, pour vous, les causes de cette hécatombe ?

Il s'agit d'une crise globale liée à la spéculation. Elle ne vient pas seulement de la crise des subprimes aux Etats-Unis, mais avant tout de la spéculation sur les monnaies et les matières premières. Nous avons eu, les trois dernières années, trois bulles spéculatives superposées qui ont éclaté partout au même moment : les marchés ont imploré et les valeurs en capital ont chuté d'un coup. La CnuCED a depuis des années, dans son *Trade Development Report*, tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences gravissimes de la spéculation sur les devises et les matières premières.

Et personne n'a écouté...

Nombre de collègues secouaient la tête et estimaient que l'évolution du prix

du pétrole, par exemple, n'avait rien à voir avec la spéculation, mais résultait de la demande croissante en Chine et en Inde. Maintenant que le cours du baril est retombé à 50 dollars, tous déclarent : « Oui, c'était bien la spéculation. »

Belles paroles

S'agit-il seulement d'une crise du système financier ou est-ce plus profond ?

Je le vois comme une crise globale du système financier. Mais comme on ne peut pas séparer l'économie réelle de la finance, c'est aussi une crise du système économique dans son ensemble. Le problème est que, dès le départ, on n'a pas pris au sérieux le fait que la mondialisation présupposait des règles globales contraignantes aussi en matière de politique commerciale et financière. La mondialisation ne peut pas fonctionner avec des règles nationales. Cette réalité a malheureusement été ignorée jusqu'ici. On n'est pas prêt, dans le système financier, à réfléchir à des règles vraiment globales et contraignantes pour tous. On parle d'autorégulation, mais celle-ci, comme nous le voyons, ne mène nulle part.

On n'a rien appris également des crises financières précédentes...

Regardez le communiqué du Sommet du G20¹ sur la crise financière début novembre : on n'y trouve aucune mention de la spéculation sur les cours des changes et les matières premières. Les pays industrialisés reproduisent le même jeu qu'après la crise financière asiatique. Ils

appelaient à l'époque à davantage de régulation et à l'élaboration d'une nouvelle architecture financière internationale. A quoi cela a-t-il conduit ? A rien du tout. Aujourd'hui, ils reprennent le même refrain sur le besoin de réguler un peu plus au plan national, de créer davantage de transparence au plan international, etc. Ce sont juste de belles paroles ! Les vrais problèmes, les plus chauds, sont mis entre parenthèses, parce que personne n'est prêt à abandonner son autonomie en matière de politique monétaire et à s'engager pour un système monétaire international qui marche bien.

Quels sont ces vrais problèmes ?

Ce sont les questions que la CnuCED et les ONG posent depuis longtemps : à quoi devrait ressembler un système financier international vraiment opérationnel ? Comment des pays avec des frontières et des marchés des capitaux ouverts peuvent-ils garder le contrôle de leurs cours des changes ? Comment peut-on empêcher la spéculation sur les monnaies ? Comment des pays exportateurs de matières premières peuvent-ils survivre dans un monde où les prix fluctuent à l'extrême ? Telles seraient les questions à traiter par un nouveau Bretton Woods.

Effets différenciés

Quels sont les effets de la crise sur les pays en développement ?

Ils sont très différenciés. Un premier groupe de pays est parvenu – après les crises asiatique et latino-américaine – à s'isoler et à se protéger contre l'infection. Ce sont des pays qui bénéficient d'un surplus de leur balance des paiements et qui ne dépendent plus des capitaux internationaux, mais qui en exportent. La Chine est l'exemple classique : victime d'une crise financière en 1993, elle est depuis lors parvenue à maintenir son taux de change bas, ce qui la rend très compétitive. C'est aussi le cas de la Malaisie, de la Thaïlande et d'autres pays. Ils ne sont pas immunisés, mais mieux armés contre la crise.

Les pays les plus immunisés sont précisément ceux qui n'ont pas suivi les préceptes du Fonds monétaire international (FMI) ?

Oui, ou qui ont sauté du train plus tard. L'Argentine s'en sort bien également, parce qu'elle a su garder la valeur de sa monnaie basse.

Quels sont les pays les plus touchés ?

Un deuxième groupe de pays comprend avant tout les pays d'Europe de l'Est, mais aussi l'Afrique du Sud, le Brésil, la Turquie et l'Islande. Ils souffrent de la spéculation déstabilisante sur les

Taskforce de la CnuCED

Heiner Flassbeck est depuis cinq ans le directeur du département « Mondialisation et stratégies de développement » de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CnuCED) à Genève. Il dirige également la *taskforce* créée récemment par la CnuCED sur la crise financière. Celle-ci élabore des recommandations pour les pays en développement, afin de les aider en matière de régulation des marchés financiers et de spéculation sur les monnaies et les matières premières. Voir www.flassbeck.de



monnaies (*Carry Trade*). Les Hedge Funds profitent systématiquement des différences de taux d'intérêt entre les pays pour spéculer sur les monnaies. Les gens dans ces pays s'endettent, pour ainsi dire, dans la « fausse » monnaie, ce qui les rend très vulnérables aux variations subites des cours des changes.

En Hongrie, par exemple, 80 à 90% de toutes les hypothèques ont été émises ces dernières années en francs suisses. Pourquoi ? Parce que le taux d'intérêt sur le franc suisse était – avec 2 pour cent – très bas en comparaison du taux hongrois (près de 10 pour cent). Que s'est-il passé ? Le cours du forint hongrois a récemment chuté de 20 à 30 pour cent par rapport au franc suisse.

Résultat : les hypothèques sont devenues du jour au lendemain 30 pour cent plus chères, ce qui a mis en faillite de nombreux individus, mais aussi des entreprises et des banques.

Qu'ont à craindre les pays les plus pauvres d'Afrique ?

Ce troisième groupe de pays est moins affecté par la spéculation monétaire que par celle sur les produits primaires. Les pays exportateurs de matières premières ne disposent plus de rien. Alors qu'ils pouvaient encore compter, l'hiver dernier, sur des prix doubles ou triples, ils se retrouvent les mains vides. La crise a pour eux des conséquences dramatiques.

Restructuration du commerce

Quel est l'impact indirect de la crise sur le commerce, les investissements directs ?

Le G20 déclare qu'il faut conclure rapidement le cycle de Doha. C'est comme si je disais, face à un tsunami qui balaie ma maison : « Mais il faut que j'époussette mes livres ! » La crise va provoquer une restructuration totale du commerce. Les positions concurrentielles de pays entiers se sont, en effet, déplacées de 20, 30 ou même 50 pour cent avec les variations des cours des changes.

Toute l'Europe de l'Est est en pleine dévaluation, le Brésil de 20 pour cent. La Suisse aussi, qui a une balance des paiements très bénéficiaire, va subir des pertes. Il s'ensuivra un chamboulement dramatique des flux commerciaux. Et, face à tout cela, les politiques arrivent et disent : « Concluons le cycle de Doha, comme si rien ne s'était passé ! » La politique commerciale actuelle repose sur une fiction : on fait comme si le commerce était déterminé par les choses réelles, par la composition du travail, du capital et d'autres vétilles.

Or, les choses changent quotidiennement et les facteurs monétaires conditionnent le commerce international mille fois plus que les politiciens ne l'imaginent.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) parle d'une baisse de 30 à 40 pour cent de l'aide au développement suite à la crise...

C'est difficile à prédire, car on manque de données empiriques sur les réactions des pays donateurs. Ils ont jusqu'ici répondu aux crises de manière très différente. C'est une question de choix politique. La ministre allemande de la coopération internationale m'a dit récemment que Berlin n'opérerait pas de coupes dans son budget. Mais si le déficit explose, ce n'est pas exclu qu'ils le fassent quand même.

Nécessaires coalitions

Que recommandez-vous aux pays en développement pour se prémunir contre de telles crises ?

Les pays comme la Chine peuvent se permettre de ne pas ouvrir complètement leurs marchés des capitaux. Ils ont également toujours la possibilité d'intervenir et de protéger leurs producteurs. C'est beaucoup plus difficile pour les petits pays. Ils ont souvent les mains liées par des traités – comme les accords de partenariat économique avec l'Union européenne – qui leur enlèvent le peu de marge de manœuvre et d'espace politique qui leur reste.

Tant que le monde ne sera pas prêt à réagir à la mondialisation avec un ordre financier global, il sera presque impossible aux petits pays de s'intégrer d'une manière raisonnable et de remonter la pente. Car ils seront encore et toujours secoués par des chocs externes. Les pays qui, ces dernières années, ont pu améliorer leur situation grâce au boom des matières premières,

voient leurs espérances s'envoler à cause de l'éclatement de la bulle spéculative. Fondamentalement, il ne reste aux petits pays rien d'autre à faire qu'à se coaliser pour revendiquer un nouvel ordre commercial et être plus forts dans la lutte pour de nouvelles règles globales.

Faut-il, pour réguler le système monétaire et financier, renforcer le FMI ? Ou a-t-on besoin d'une nouvelle organisation mondiale de la finance, comme la réclamation de leurs vœux par exemple Joseph Stiglitz et Pascal Lamy ?

Personne n'est prêt au FMI à renoncer à des droits de vote au profit d'autres pays. L'ONU est la seule organisation légitime pour une telle tâche. Elle dispose de suffisamment d'instances capables de s'en occuper ; seuls lui manquent les mandats correspondants.

Dans l'immédiat, nous aurions absolument besoin d'un organe de surveillance pour observer la situation et mettre sur pied un système d'alerte précoce, en particulier contre la spéculation sur les monnaies et les matières premières. Mais, comme je l'ai déjà dit, ce sont des sujets tabous que les pays industrialisés ont jusqu'ici refusé d'aborder.

Propos recueillis le 17 novembre 2008 par Michel Egger et Pepo Hofstetter

1. Le G20 regroupe les vingt pays industrialisés et émergents les plus importants.

On peut investir de manière éthique et durable



Le guide pratique édité par la Déclaration de Berne et la Fédération romande des consommateurs tombe on ne peut mieux à pic. Il fait non seulement œuvre pédagogique en nous expliquant le fonctionnement des marchés financiers globalisés et les mécanismes qui engendrent des crises, mais il montre aussi qu'il existe des alternatives. Il dresse ainsi un panorama utile des possibilités d'investir notre argent de manière responsable en fonction de divers indicateurs sociaux et écologiques, que ce soit dans des banques et énergies alternatives, des comptes et fonds de placement durables, des formes de microcrédit. Cela, avec beaucoup de lucidité, dans une perspective qui se veut à la fois encourageante et critique, sans rien cacher des éventuelles limites de ce genre d'investissements.

Andreas Missbach, *L'argent responsable*, Déclaration de Berne et Fédération romande des consommateurs, 2008.